

▫ *Colloque international « Les sciences sociales européennes face à la globalisation de l'éducation et de la formation : vers un nouveau cadre réflexif et critique ? », 17, 18 et 19 novembre 2014, Université de Picardie Jules Verne (Amiens)*

# *L'ETAT CONTRE L'UNIVERSITE ?*

## *Une comparaison critique de deux réformes de l'enseignement supérieur en Algérie*

**Ahmed GHOUATI**

*Maître de Conférences*

*Université d'Auvergne-Clermont 1,*

*Laboratoire de Communication (UBP), chercheur associé à l'IREMAM (Aix-en-Provence)*

## □ *Résumé de la communication*

- En 50 ans d'indépendance, l'enseignement supérieur en Algérie a connu deux réformes majeures : la Refonte de l'Enseignement Supérieur (RES) en 1971 et la « réforme LMD » en 2004.
- Bien qu'introduites dans deux contextes socioéconomique et politique très différents, les deux réformes présentent beaucoup de traits communs notamment sur les plans politique et pédagogique. La RES s'insérait dans un processus de construction de l'Etat-nation et ambitionnait de construire « l'Université nationale » et former les cadres nécessaires pour l'économie. La « réforme LMD » s'intègre quant à elle dans un processus de globalisation économique et ses promoteurs insistent davantage sur la « modernisation » et l'ouverture de l'enseignement supérieur sur l'environnement économique. Dans la première réforme, une large majorité d'enseignants chercheurs et d'étudiants a adhéré au projet ministériel, alors que dans la seconde ce sont des Maîtres assistants et Assistants qui ont été mobilisés pour appliquer les recommandations.
- S'inscrivant dans des tendances pédagogiques internationales, les deux réformes ont introduit la professionnalisation des formations et préconisé la pratique des stages, TD et TP. Néanmoins, dans les deux réformes la communauté universitaire n'a pas participé à la phase de conception et a même perdu son autonomie.
- Si la RES avait suscité beaucoup d'espoir dans l'enseignement supérieur, la réforme LMD soulève au contraire moins d'enthousiasme et plus de contestations notamment étudiantes. Cette contribution s'appuie entre autre sur un corpus d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs réalisés en Algérie entre mai et juin 2013 avec des enseignants chercheurs, des gestionnaires, des chercheurs et des étudiants.

# *Abstract*

In 50 years of independence, higher education in Algeria has undergone two major reforms: the Recast of Higher Education (RES) in 1971 and the "reform LMD" in 2004.

Although introduced in two very different socio-economic and political contexts, the two reforms have many common features, particularly in terms of policy and education. The RES was part of a process of nation-state building and aimed to build the "National University" and train the necessary cadres for the economy. The "LMD reform" is part of a process of economic globalization and its promoters place more emphasis on "modernization" and the opening of higher education to the economic environment. In the first reform, a large majority of teacher-researchers and students joined the ministerial project, while in the second it was Masters Assistants and Assistants who were mobilized to implement the recommendations.

In line with international educational trends, the two reforms have introduced the professionalization of training courses and recommended the practice of internships, TD and TP. Nevertheless, in both reforms the university community did not participate in the design phase and even lost its autonomy.

While the RES had raised a great deal of hope in higher education, the LMD reform, on the contrary, is less enthusiastic and more controversial, notably by students.

This contribution is based, among other things, on a corpus of some fifty semi-structured interviews conducted in Algeria between May and June 2013 with teacher-researchers, managers, researchers and students.



# Introduction

- En 50 ans 2 réformes mises en œuvre par le MESRS : Refonte de l'Enseignement Supérieur (RES, 1971-1984) et « Réforme LMD » (depuis 2004-2005).
  - Bien qu'introduites dans 2 contextes socioéconomique et politique très différents, les 2 réformes présentent beaucoup de traits communs notamment sur les plans politique et pédagogique.
  - Dans les 2 cas le MESRS a eu recours à l'expertise internationale.
  - Dans les 2 cas, la réforme accompagne la massification des effectifs, sans donner de véritable Université avec ses normes et son autonomie scientifiques.
- 
-

# ***I. Objectifs et aménagements de la RES*** (Source: MESRS, 1971)

Construire « *l'Université nationale* » et « *Former rapidement le maximum de cadres...et au moindre coût* » au moyen de :

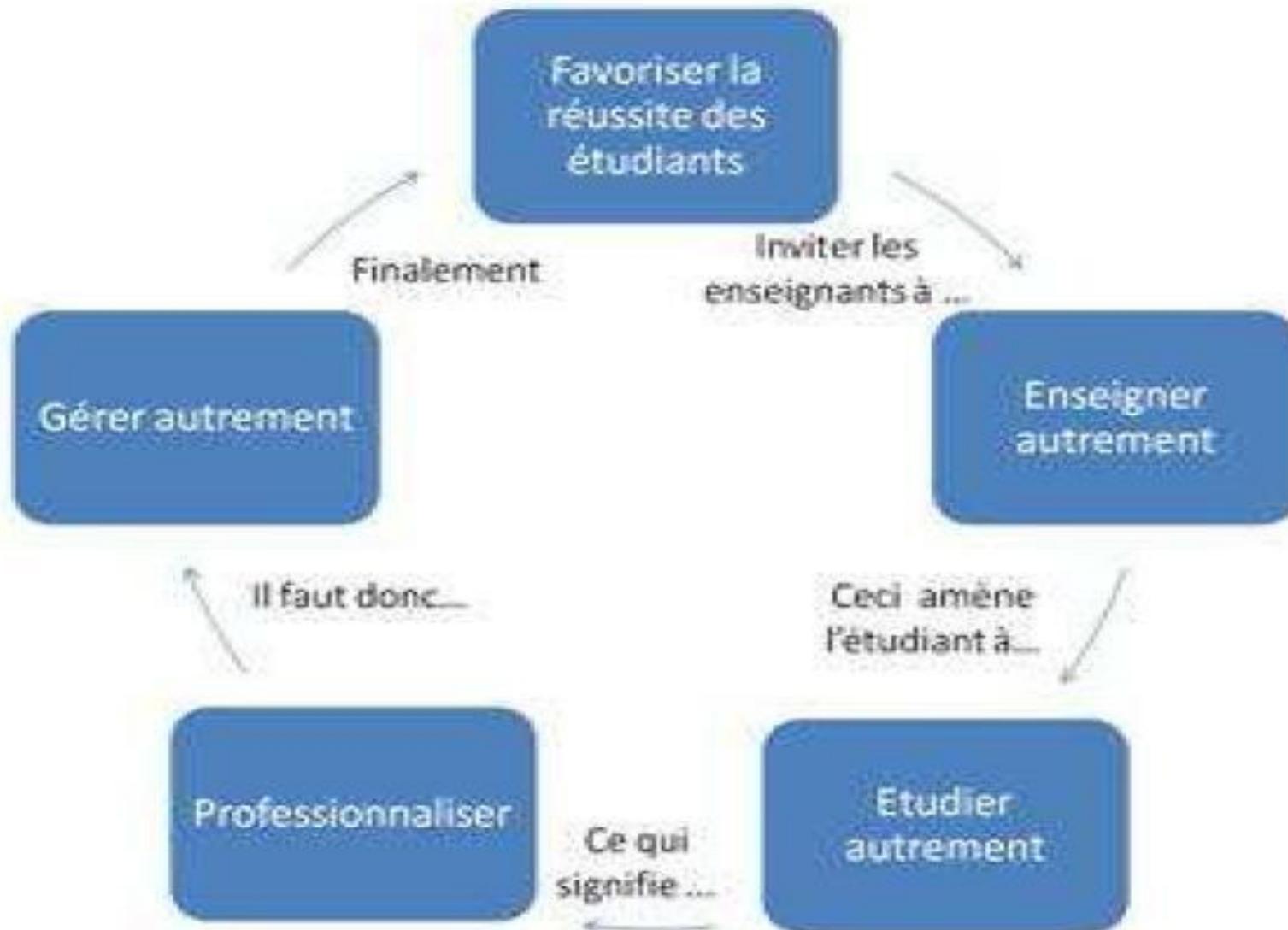
- Professionnalisation des formations, y compris en SHS.
  - Augmentation de la durée de l'année universitaire (de 2 mois), organisation trimestrielle et semestrielle, système modulaire et crédits.
  - Création de TC à différentes formations.
  - Remplacement des facultés par des instituts.
  - Arabisation progressive des SHS.
  - Réduction des CM, généralisation des TP, TD et des stages pratiques.
  - Réduction de la durée des études longues (de 7 à 6 ans en médecine, de 5 à 4ans en dentaire, etc.).
  - Remplacement des thèses de doctorat, en particulier en sciences médicales, par des rapports de stage.
- 
-

## II. Objectifs et aménagements de la « réforme LMD » (MESRS, 2007)

Une « réforme globale et profonde de l'enseignement supérieur » avec plusieurs objectifs, dont:

- Rénovation pédagogique basée sur : architecture type LMD, crédits ECTS, passerelles, mobilité, qualité, tutorat, etc.
- Professionnalisation de l'offre de formation pour améliorer l'employabilité.
- Structures d'orientation, d'accompagnement et de suivi de l'insertion des étudiants.
- Ecoles doctorales et ouverture sur l'international, etc.
- Une « gouvernance fondée sur la participation et la concertation ».

# Objectifs et aménagements de la « réforme LMD » (source : MESRS, 2011)



# Caractéristiques des 2 réformes

	RES	LMD
<b>Année</b>	1971	2004
<b>Origine de la réforme</b>	Expertise d'un bureau d'études étatsunien (Coopération avec USA)	Experts cofinancés par la Commission européenne (Coopération avec UE)
<b>Orientations économique et politique</b>	Economie administrée et « Industries industrialisantes » (« Socialisme spécifique »)	Economie de marché et IDE (Libéralisme et multipartisme).
<b>Effectifs étudiants</b>	24 340 (1971-1972)	700 000 (2004-2005)
<b>Taux d'encadrement</b>	15 (1979-1980)	28 (2010-2011)
<b>Architecture</b>	Graduation (L=3 et 4ans), Magister (6 ans) et Post-graduation	L (3 ans), M (5 ans) et D (8 ans)
<b>Perception et attentes des universitaires</b>	Positive	Négative
<b>Autonomie</b>	Non	Non
<b>Objectifs opérationnels</b>	Adéquation formation-emploi (couplage formation-emploi public)	Adéquation formation-emploi (découplage formation-emploi public)

Tableau 1 : comparaison des deux réformes dans leur contexte (Construit par l'auteur).

# III. Quelques résultats comparés des 2 réformes

(source: Ghouati A., *Réformes de l'enseignement supérieur au défi de la professionnalisation et de l'insertion*, en Algérie document inédit, à paraître)

	RES (1971-1984)	LMD (depuis 2004-2005)
<b>Nombre de diplômés</b>	45 900 (1971-1981)	1 393 000 (2001-2011)
<b>Rendement quantitatif</b>	12% (1979-1980)	25% (2010-2011)
<b>Adéquation formation-emploi</b>	Non	Non
<b>Tx professionnalisation offre de formation</b>	ND	3% (2011-2012)
<b>Tx de chômage des diplômés</b>	Tx global = 9,1% (1985)	13% (2013)
<b>Politique et dispositifs emploi pour diplômés</b>	Couplage formation-emploi public	DAIP dont le « Contrat Insertion des Diplômés »
<b>Principales conséquences pédagogiques</b>	Accumulation de dettes (modules non validés), raréfaction des stages, tensions autour de l'insertion des diplômés arabisants...	Juxtaposition de 2 systèmes (LMD vs Classique); Tensions autour des inscriptions en master et doctorat, normes académiques contestées, gestion des flux difficile...

Tableau 2 : Quelques résultats quantitatifs et qualitatifs (Construit par l'auteur)

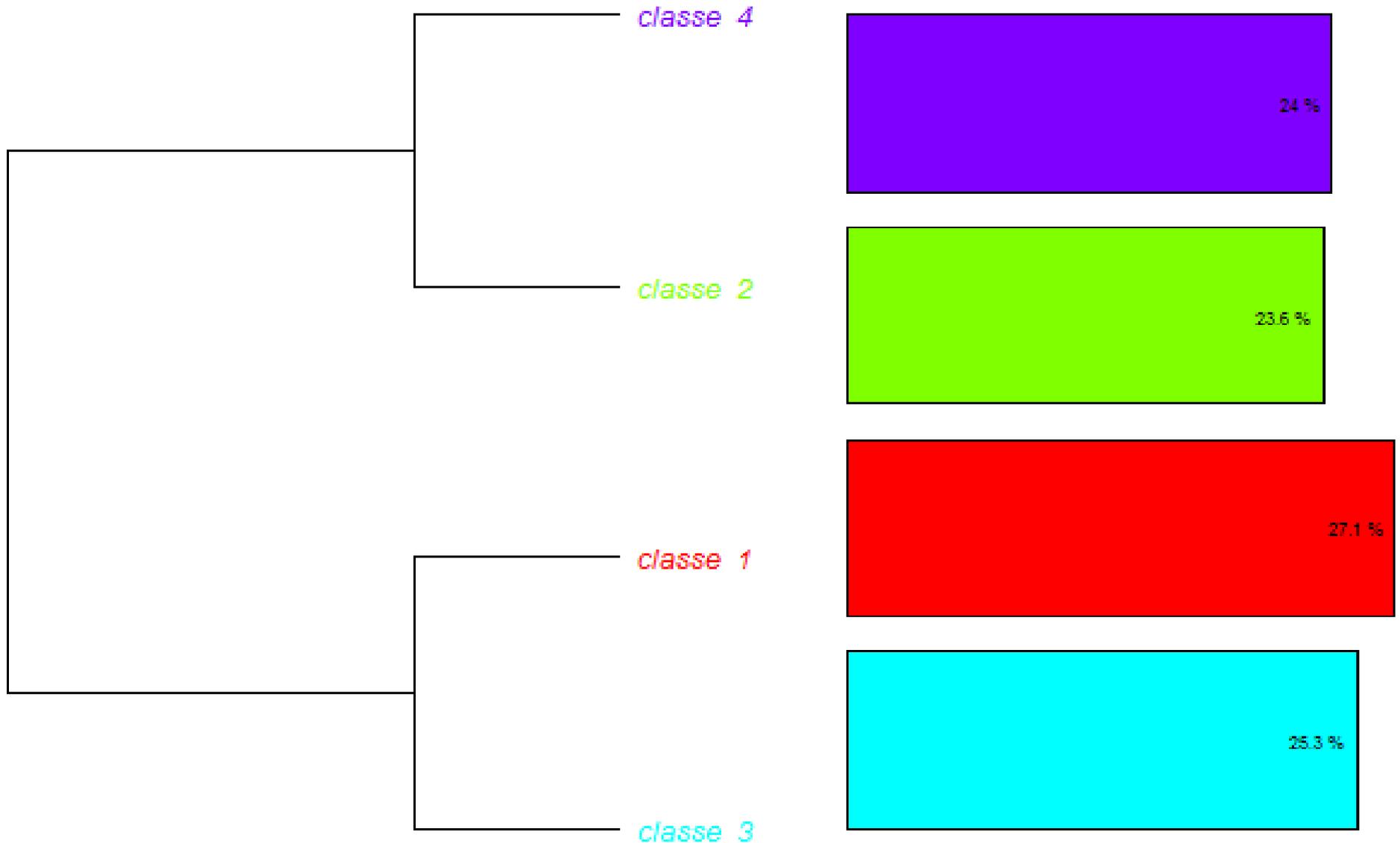
## **IV. QUEL(S) IMPACT(S) SUR LA PROFESSIONNALISATION ET L'INSERTION des étudiants ?**

- Enquête quantitative et qualitative menée entre mai et août 2013.
  - 50 entretiens : 30 Pr, MC et DR, 08 MA, 4 étudiants et doctorants et 8 cadres d'entreprises, de chambre consulaire et Agence pour l'emploi des jeunes (ANSEJ).
  - Traitement des données avec le logiciel Iramuteq
- 
-





# Des préoccupations divergentes





# *Systeme classique Vs Systeme*

## *LMD*

1. Opposition entre système LMD et système classique ; 2. LMD n'améliore pas la gestion des flux étudiants, pose au contraire un problème de poursuite d'études.
2. L' « entreprise » reste un univers encore éloigné du système LMD.
3. Des questions pédagogiques posées notamment par des Maîtres Assistants (MA) ne sont pas résolues.
4. Une vision institutionnelle et politique de la réforme : « assurance qualité » conçue comme une étape administrative et déconnectée des



# Une équation complexe

« 1,3 million dont 250 000 **diplômés** licence et master par an d'où des **besoins** énormes, même avec un **rapprochement** de **l'entreprise** elle ne pourra jamais **répondre** à ces 250000 **sortants** chaque année. (...) comment alors **insérer** nos étudiants dans le milieu **industriel** du fait que nous recevons des **critiques** sur la déconnexion des **diplômes** par rapport à la réalité de **l'entreprise** de manière **générale** ? Nous sommes donc toujours dans cette **problématique complexe** de **l'insertion** »

(Responsable de la Conférence Régionale des

# La relation personnelle et familiale au secours de l'employabilité

Tableau N°78 : Structure des salariés selon le mode d'accès au travail et le diplôme ( en %)

	Aucun	Diplômé de la formation professionnelle	Diplômé de l'enseignement Supérieur	Total
<b>Ensemble</b>				
placement de l'ANEM ou APC	10,1	12,4	23,4	12,7
en répondant à une annonce	8,1	7,8	7,7	8,0
relation personnelle/familiale	40,0	30,8	12,5	33,8
concours ou examen	14,9	18,8	37,1	19,3
contacté par un employeur	19,7	14,1	4,9	16,3
affecté par l'école/institut après la formation	1,8	12,0	10,9	5,1
autre	3,9	2,9	2,6	3,5
ND	1,6	1,3	0,8	1,4
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Masculin</b>				
placement de l'ANEM ou APC	8,6	8,1	12,8	9,0
en répondant à une annonce	8,0	7,7	8,8	8,0
relation personnelle/familiale	40,5	33,7	14,9	36,7
concours ou examen	14,8	18,4	40,0	18,0
contacté par un employeur	20,8	16,4	6,3	18,6
affecté par l'école/institut après la formation	1,6	11,1	12,2	4,3
autre	4,0	3,0	3,5	3,8
ND	1,7	1,6	1,5	1,7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Féminin</b>				
placement de l'ANEM ou APC	25,7	26,3	34,5	29,8
en répondant à une annonce	8,8	8,2	6,7	7,7
relation personnelle/familiale	34,8	21,5	10,0	20,6
concours ou examen	15,9	20,1	34,0	25,0
contacté par un employeur	8,3	6,5	3,5	5,7
affecté par l'école/institut après la formation	3,5	15,0	9,6	8,9
autre	3,2	2,3	1,7	2,3
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

# Conclusion

La réforme LMD arrive au moment où il y a + d'offres que de demandes en diplômés: la course aux études longues = surenchère dans la création de la rareté...

- Une « adaptation » pédagogique au moyen de l'expertise internationale dans les 2 cas, mais pas de changement de fond.
  - Dans les 2 réformes il y a un double décalage: 1. entre l'annonce politique et les mesures prises, 2. entre ces mêmes mesures et les réalisations.
  - Le MESRS ne fait que répondre à des urgences, sans orientations stratégiques.
  - Un déficit de sens et la réforme actuelle ne suscite ni rêve ni espoir dans la communauté universitaire.
  - L'Université instrument ou ensemble autonome de normes scientifiques/académiques qui produit du sens ? L'Etat contre l'Université ?
- 
-

MERCI DE VOTRE  
ATTENTION

